

République du Cameroun
Ministère de l'Environnement et des Forêts
Composante ECOFAC-Cameroun

La gestion forestière en bordure de la
Réserve de faune du Dja

Rapport préliminaire

W. DELVINGT
Octobre 1994

Groupeement AGRECO/CTFT

Table des matières

Résumé.....	1
1. Introduction.....	2
2. La politique forestière du Cameroun.....	3
3. Les forêts communautaires.....	8
3.1. Généralités	8
3.2. La nouvelle législation	8
3.3. L'expérience ECOFAC	9
3.4. Vers une expérience de forêt communautaire ?	10
4. L'exploitation forestière	12
4.1. La nouvelle législation	12
4.2. L'exploitation forestière au Nord du Dja.....	14
4.2.1. Les ventes de coupe.....	14
4.2.2. Les conventions d'exploitation	14
4.2.3. Les relations avec les communautés villageoises	16
4.2.4. Vers une expérience de gestion de forêt de production ?	16
5. Conclusions.....	19
Références bibliographiques.....	21
Annexe 1 : Termes de référence	22
Annexe 2 : Déroulement de la mission (du 25/09 au 10/10/94)	24
Annexe 3 : Produits forestiers du Cameroun (FAO, 1991).....	26
Annexe 4 : Loi et décret	27
Annexe 5 : Ventes de coupe au nord de la Réserve de faune du Dja ...	33
Annexe 6 : Importer la déforestation ?	34

Figure 1 : Carte simplifiée de la Réserve de faune du Dja et
de sa périphérie38

Figure 2 : Concession 1818 de la Pallisco (échelle 1 : 200.000)39

Figure 3 : Concession 1803 de la Pallisco (échelle 1 : 200.000)40

Résumé

Troisième pays d'Afrique centrale par sa superficie et l'étendue de ses forêts, le Cameroun est aussi le plus densément peuplé et la démographie y est la plus galopante. La déforestation intense (1 million d'hectares en 10 ans) est due essentiellement à l'impact d'une population rurale pauvre ayant un besoin accru de terres agricoles. L'exploitation forestière présente de graves insuffisances mais son action sur la déforestation est surtout indirecte (les pistes d'exploitation favorisant la pénétration des massifs forestiers par les populations rurales).

Le front d'exploitation forestier se trouve actuellement à hauteur de la Réserve de faune du Dja. Il progresse vers l'est et atteindra l'extrémité sud-est du Cameroun d'ici 2010 au plus tard. Le front démographique suit de près l'évolution du front d'exploitation forestière. Il se trouve actuellement à l'ouest de la Réserve de faune du Dja. Il est donc urgent de prendre des mesures en vue d'éviter la déforestation dans les zones qui lui sont proches.

Une nouvelle législation forestière (loi et décret d'application) a été votée en 1994. Une analyse a été faite en insistant sur deux aspects : les forêts communautaires (gérées par les communautés villageoises) et les forêts de production.

La composante ECOFAC Cameroun procède actuellement dans la boucle du Dja (villages d'Ekom et de Mekas) à une expérience de gestion des terroirs par les communautés villageoises. Les renseignements acquis et à acquérir lors de la 2ème phase, seront très précieux pour le lancement d'une expérience pilote de forêt communautaire au nord de la Réserve de faune du Dja.

Deux types d'exploitation forestière ont été étudiées au nord de la boucle du Dja : une vente de coupe (2.500 ha) et une concession forestière (74.000 ha). La première conduit à une exploitation minière désordonnée. La seconde est nettement plus respectueuse de l'environnement mais l'épuisement des forêts primaires et la nouvelle législation doivent amener ce type d'exploitant forestier à revoir ses méthodes d'exploitation. Une expérience pilote est également proposée et devrait permettre la mise au point de méthodes de gestion forestière durable et soutenue.

1. Introduction

Comme l'indiquent les termes de référence (voir annexe 1) : "L'évolution de l'exploitation forestière dans la périphérie de la réserve influencera profondément l'activité humaine dans la réserve et, par conséquent, sa gestion".

Inversement, et d'un point de vue plus optimiste, on peut imaginer que les tentatives de gestion des terroirs forestiers dans les communautés villageoises de la boucle du Dja pourraient avoir une action positive sur les méthodes actuelles de gestion des massifs forestiers en bordure de la Réserve de la faune du Dja.

En conséquence, le travail de terrain (soit 14 jours au total) a été réparti comme suit (voir annexe 2) :

- visite de la boucle du Dja (Ekom en particulier) et discussions avec les chercheurs (Madame Joaris, Messieurs Bertin, Dethier et Dewachter), le conservateur et les membres du projet (Messieurs Froment et Semé) en vue de cerner au mieux la future politique de gestion des terroirs forestiers de la boucle du Dja (2ème phase du projet);
- visite de chantiers forestiers de deux types (grandes concessions forestières et petites coupes vendues de gré à gré) au nord de la Réserve de faune du Dja et discussions avec les forestiers de terrain, les autorités et les populations locales;
- discussions avec des représentants des autorités forestières centrales (Minef) et de la coopération canado-camerounaise et collecte de données statistiques et administratives.

Enfin, les premières conclusions de l'expert ont été discutées en fin de mission avec Messieurs Froment et Semé.

2. La politique forestière du Cameroun

Troisième pays d'Afrique centrale par sa superficie (475.440 km²) et l'étendue de ses forêts (20.350.000 ha), le Cameroun est aussi le plus densément peuplé (24,9 habitants/km²) et celui ayant la plus forte croissance démographique (3,3 % de croissance annuelle) pour la période allant de 1985 à 1990. Son produit intérieur brut dépasse largement celui des autres nations d'Afrique centrale, y compris le Zaïre, mais sa dette extérieure totale est une des plus élevées d'Afrique centrale (après le Zaïre).

Les richesses forestières sont essentiellement concentrées dans la moitié sud du pays et constituent l'extrémité ouest (avec les reliquats de la forêt du Nigéria voisin) du grand massif gabono-congolais de la forêt dense humide tropicale africaine.

L'exploitation forestière y a débuté assez tardivement et les statistiques publiées par la FAO en donnent une image plutôt rassurante (voir annexe 3). En 1991, la situation de l'exploitation forestière au Cameroun pouvait être résumée comme suit :

Production bois rond	14.637.000 m ³
Bois rond industriel	
production	3.114.000 m ³
exportation	728.000 m ³
consommation	2.386.000 m ³
Sciage	
production	574.000 m ³
exportation	253.000 m ³
consommation	321.000 m ³
Panneaux à base de bois	
production	80.000 m ³
exportation	25.000 m ³
consommation	55.000 m ³

La production forestière totale était évaluée, en 1991, à 690 millions de dollars, soit 6 % du PIB. Les exportations s'élevaient à 201 millions de dollars, soit 15 % du commerce extérieur camerounais.

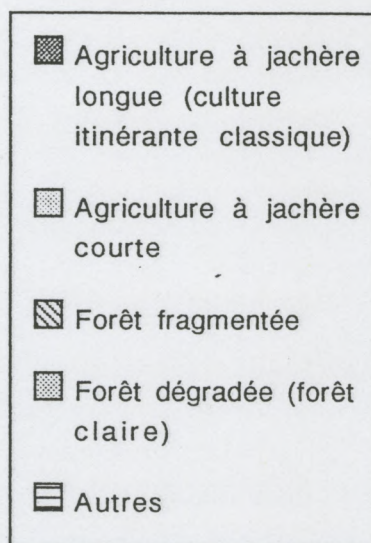
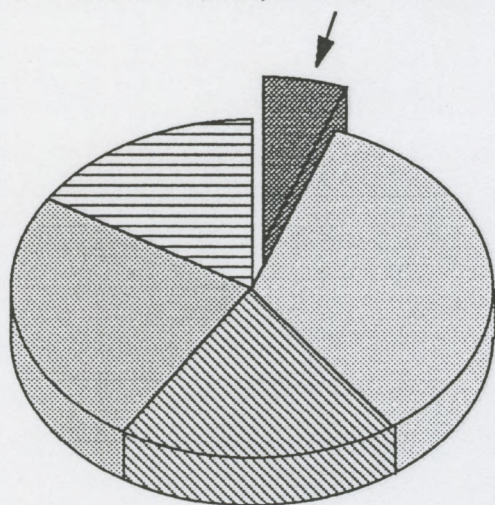
Cette image globale cache cependant une situation forestière préoccupante, à l'image de celle du massif gabono-congolais. On constate, en effet, que de 1980 à 1990, plus d'un million d'hectares de forêts denses ont disparu au Cameroun. Selon le Minef (1993), un million et demi supplémentaire disparaîtront d'ici l'an 2000.

L'exploitation forestière proprement dite ne paraît pas être une cause immédiate de cette dégradation puisqu'elle ne prélève qu'une partie de l'accroissement en volume des peuplements (voir chapitre 4). C'est plutôt par la création d'une infrastructure routière et par la concentration, même provisoire, d'une population attirée par un emploi rémunérateur que l'exploitation forestière constitue un facteur déclenchant et favorisant la pénétration des forêts par une population rurale à la recherche de terres à cultiver.

Une étude de la FAO (Singh, 1993) montre bien le destin des forêts denses d'Afrique centrale perdues durant la décennie 1980-1990 :

Nouvelle utilisation	%
Agriculture à jachère longue (culture itinérante classique)	6
Agriculture à jachère courte	34
Forêt fragmentée	19
Forêt dégradée (forêt claire)	25
Autres	16

Culture itinérante classique 6 %



Seulement 6 % des forêts sont utilisées traditionnellement (agriculture itinérante à jachère longue) par les peuples forestiers. Toutes les autres utilisations reflètent bien les besoins d'une population rurale pauvre, ayant un besoin accru de terres agricoles du fait de la démographie galopante et des systèmes extensifs de culture utilisés.

L'exploitation forestière a débuté au sud-ouest du Cameroun (proximité du port de Douala) pour progresser vers l'est. Le front actuel est à l'est du Dja et on peut estimer qu'il atteindra l'extrémité sud-est du pays entre 2000 et 2010. Le front démographique suit de près et, à l'heure actuelle, il se trouve à quelques kilomètres à l'ouest de la Réserve de faune du Dja.

La Direction des forêts est parfaitement consciente du fait que la seule approche sectorielle (forestière) s'est avérée être un échec pour la conservation et l'utilisation durable des ressources forestières du Cameroun.

Une nouvelle politique forestière s'élabore depuis quelques années et se met en place progressivement. Elle peut être caractérisée par les quatre grandes orientations suivantes :

- Plan d'affectation des terres en zone de forêt dense humide; des propositions précises ont été élaborées par le Minef, en collaboration avec la coopération canado-camerounaise. Le domaine forestier est divisé en un domaine forestier permanent (devant couvrir au moins 30 % du territoire national) et en un domaine forestier non permanent, susceptible d'être affecté à des utilisations non forestières. Un décret délimitant l'affectation des terres était soumis à la signature du Ministre compétent lors du séjour sur place de l'auteur de ce rapport.
- Meilleure implication des communautés rurales dans la gestion des ressources forestières, grâce à la création des forêts communales (faisant partie du domaine forestier permanent) et surtout des forêts communautaires (faisant partie du domaine forestier non permanent). On trouvera au chapitre 3 les informations indispensables.
- Abandon progressif de l'exploitation forestière de type minier au profit d'une gestion forestière responsable impliquant l'élaboration d'un aménagement forestier et la collaboration active des agents tels que le Minef, l'exploitant et les populations rurales.
- Meilleure mise en valeur de ressources forestières, y compris des produits non ligneux.

Une nouvelle législation a été adoptée par les autorités politiques du pays. Elle comprend essentiellement :

- la loi n°04/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche;
- le décret n°94/436 du 23 août 1994 fixant les modalités d'application du régime des forêts. On trouvera des informations complémentaires au chapitre 4 de ce rapport.

Rappelons également que dès 1987, face à l'effondrement des prix mondiaux des principaux produits d'exportation (pétrole, café, cacao, coton), le gouvernement camerounais a été amené à mettre en place un programme d'ajustement structurel. Dans ce cadre, le gouvernement a privatisé plusieurs entreprises publiques dont certaines appartenant à la filière bois (COCAM, SOFIBEL).

La récente dévaluation du franc CFA a eu également un impact positif sur la rentabilité de l'exploitation forestière, en particulier celle destinée à l'exportation.

3. Les forêts communautaires

3.1. Généralités

L'intérêt du Minef pour les forêts communautaires résulte d'un triple constat:

- L'exploitation forestière a été et reste largement dans les mains de grosses entreprises, souvent d'origine étrangère. Si l'Etat camerounais perçoit, sous diverses formes, une partie des bénéfices, il n'en est pas de même pour les populations rurales qui, dès lors, se sentent peu concernées par la conservation de la ressource ligneuse.
- Les produits forestiers dits "secondaires" (gibier, fruits, produits divers : rotin, huile de moabi, écorce du *Garcinia kola*, ...) sont très insuffisamment mis en valeur alors qu'ils pourraient constituer une précieuse source de revenus pour les populations rurales et contribuer à leur sécurité alimentaire.
- Dans le cadre du programme d'ajustement structurel, le Cameroun se détourne des entreprises publiques et fait de plus en plus confiance à l'initiative privée.

3.2. La nouvelle législation

On trouvera en annexe 4 des extraits de la loi du 20 janvier 1994 (section II, articles 37 et 38) et du décret d'application du 23 août 1994 (section II, articles 28 à 32), relatifs aux forêts communautaires.

On pourrait résumer comme suit les dispositions essentielles de cette nouvelle législation :

- L'Etat conserve la propriété du sol mais confie pour une durée déterminée (celle du plan de gestion), la gestion d'un terroir forestier à la (ou aux) communauté(s) villageoise(s) concernée(s).
- Seules, les forêts du domaine forestier non permanent, libres de tout titre d'exploitation forestière, et d'une superficie maximum de 5.000 hectares, peuvent être attribuées à la (ou aux) communauté(s) concernée(s).

- La convention de gestion doit obligatoirement comprendre un plan simple de gestion élaboré avec l'aide gratuite des administrations concernées (forêt, faune).
- Les produits de la gestion appartiennent aux communautés villageoises concernées.

Il ne faut pas confondre les forêts communautaires avec les forêts communales. Celles-ci font partie du domaine forestier permanent et du domaine privé de la commune concernée (avec établissement d'un titre foncier). Les forêts communales sont établies en zone de savane, ou zone de forêt à fort taux de déboisement ou en zone urbaine (la loi impose en son article 33 un taux de boisement de minimum 800 m² par 1.000 habitants en communes urbaines). Il s'agit essentiellement de plantations artificielles devant couvrir les besoins locaux en bois de feu et, dans une moindre mesure, en bois d'oeuvre.

3.3. L'expérience ECOFAC

ECOFAC tente une expérience de gestion participative dans les zones à vocations multiples de la Réserve de faune du Dja.

Durant la première phase du programme ECOFAC, une série d'études ont eu lieu (ou sont encore en cours pour certaines d'entre elles) dans les villages d'Ekoum et de Mekas, choisis comme villages pilotes.

Il s'agissait essentiellement d'études sociologiques (limites des terroirs, filiations des familles, phénomènes migratoires, ...), de recherches sur les systèmes agroforestiers (terroirs agricole et forestier) et la chasse traditionnelle.

Sur base de ces études, ECOFAC se propose, dans une deuxième phase, d'apporter aux villageois une aide à la gestion durable des ressources naturelles de leur terroir notamment par une meilleure valorisation des produits récoltés (remise en état de l'infrastructure routière, valorisation des produits secondaires dont l'huile de moabi, aide à la gestion agricole des cultures vivrières et de rente, etc.) et par l'établissement progressif de plans de gestion (aménagement forestier simple favorisant les fruitiers de bouche et condimentaires, plan de chasse simple limitant la récolte en fonction du potentiel de reproduction des espèces concernées, ...).

Les principes de base de l'approche ECOFAC sont les suivants :

- Les communautés villageoises sont responsables de la gestion. ECOFAC agit en tant que conseiller technique et, lorsque cela s'avère nécessaire, comme bailleurs de fonds s'il faut assurer un démarrage à une action demandée par la collectivité.
- La gestion est basée essentiellement sur les méthodes actuelles de la collectivité. Elles ne seront modifiées, avec l'accord entier des intéressés, que si cela s'avère nécessaire pour apporter un mieux être à la collectivité tout en assurant une récolte durable des ressources forestières. Ces modifications seront réduites au strict minimum de façon à assurer leur rapide et parfaite intégration dans les traditions locales.
- Le dialogue est permanent entre ECOFAC et les multiples structures et organisations des collectivités villageoises. Il faut se rappeler qu'en zone forestière, les structures villageoises sont floues et en perpétuelle évolution, ce qui complique et allonge singulièrement les discussions. Le processus entamé risque d'être long mais on peut espérer que ce type d'approche permettra une réelle et profonde assimilation des modes de gestion plus favorables à la forêt et à la collectivité.

3.4. Vers une expérience de forêt communautaire ?

L'expérience ECOFAC, décrite ci-dessus (chap. 3.3.), est plus large qu'une expérience de gestion de forêt communautaire puisqu'elle s'adresse à la totalité du terroir, soit le terroir forestier et le terroir agricole.

Néanmoins, il est évident que les enseignements tirés de cette expérience pourraient être très précieux pour le démarrage d'une expérience de forêt communautaire. Celle-ci ne pouvait se dérouler au sein de la Réserve de faune du Dja puisque, selon la loi (article 24 (1)), elle est considérée comme forêt domaniale et, à ce titre, non susceptible d'être gérée par des communautés villageoises.

Nous suggérons, dès lors, que l'on étudie la possibilité de démarrer une expérience de forêt communautaire en bordure de la Réserve de faune du Dja. Les communautés villageoises, réparties le long de l'axe Somalomo-Messamena, paraissent être un excellent choix. En effet :

- Le secteur est classé en zone Af (habitation, agriculture, agroforesterie, forêts du domaine national) du plan de zonage préliminaire et est (ou sera au moins localement) libre de toute exploitation forestière.
- ECOFAC a des relations fructueuses (collaboration à la modernisation de la scierie) avec la mission d'Essiengbot. Celle-ci joue un rôle très important de sensibilisation et de vulgarisation auprès des villageois.

L'expérience "Forêt communautaire" comprendrait essentiellement les phases techniques suivantes :

- délimitation du terroir, inventaire forestier et recensements faunistiques (céphalophes et petits primates);
- mise au point de systèmes de gestion sylvicole (favoriser certaines essences fruitières, favoriser l'accroissement de certaines essences secondaires utilisables à la scierie d'Essiengbot, favoriser la régénération naturelle, ...) et cynégétique (sur le modèle de ce qui se fait à Ekom);
- proposition d'une phase simple de gestion;
- collaboration à la gestion courante durant la phase expérimentale;
- révision du plan de gestion (prévue légalement tous les deux ans).

On trouvera au chapitre 5 des propositions plus précises.

4. L'exploitation forestière

4.1. La nouvelle législation

Il est difficile de résumer la nouvelle législation forestière, très complexe et fruit de compromis entre des tendances divergentes.

Les points suivants méritent d'être soulignés :

- Aucune exploitation ne peut être faite sans inventaire préalable des ressources forestières (article 40 (3)).
- L'exploitation doit respecter les clauses de l'aménagement forestier (forêts domaniales - article 44 (3)) ou du plan de gestion (forêts communautaires - article 54).
- L'exploitation peut s'effectuer selon les modalités suivantes (articles 41 à 62) :

Forêts domaniales de production		Forêts communautaires	
	Régie		Régie
Vente de coupe	- volume précis - 1 an non renouvel.	vente de coupe	- 2.500 ha max. - volume précis - 3 ans non renouvel.
Convention d'exploitation	- sur une concession forest. (200.000 ha) - volume précis - 15 ans renouvel. - cahier des charges	-	
-		permis d'exploitation	- zone déterminée - volume défini - 500 m ³ max. (bois d'oeuvre) - 1 an non renouvel.
-		autorisation personnelle de coupe	- 30 m ³ max. - utilisation non lucrat. - 3 mois non renouvel.

- Les charges financières pour les ventes de coupe, conventions d'exploitation et permis d'exploitation sont les suivantes (article 66) :

- * redevance forestière annuelle (selon la superficie)
- * taxe d'abattage (selon l'espèce et le volume)
- * surtaxe progressive à l'exportation
- * contribution à la réalisation des oeuvres sociales
- * réalisation de l'inventaire forestier
- * participation aux travaux d'aménagement

La destination des charges perçues est complexe. Schématiquement, elles sont essentiellement destinées en partie au trésor public et en partie à un Fonds Social de Développement Forestier (article 68). Toutefois :

- * la contribution à la réalisation des oeuvres sociales doit être reversée aux communes concernées (article 68 (3));
 - * les communautés villageoises perçoivent le prix de vente des produits des forêts communautaires qu'elles gèrent (article 54).
- Durant une période transitoire de 5 ans, se terminant au 20 janvier 1999, les grumes doivent être transformées par l'industrie locale, à raison de 70 % de leur production. Après ce délai, l'exportation de grumes sera interdite (article 71 (1)).

Certaines clauses de la nouvelle législation sont critiquées par la Banque mondiale :

- création d'un Office National du Bois (article 71 (3) de la Loi);
- attribution d'une partie des recettes à un Fonds Spécial de Développement Forestier (articles 64 (2) et 68 (1) de la Loi).

Selon le Minef, ces problèmes devraient être discutés lors de la session de novembre 1994 de l'Assemblée nationale.

Enfin, on notera qu'au moment de la visite de l'expert, le Minef bloquait provisoirement toute autorisation pour une nouvelle exploitation.

4.2. L'exploitation forestière au Nord du Dja

4.2.1. *Les ventes de coupe*

On trouvera, en annexe 5, la liste des ventes de coupe au nord de la Réserve de faune du Dja, telle que communiquée par Messieurs R. GUABARO et D. GUATIO, chefs de poste (Minef) à Messamena.

On s'est particulièrement intéressé à la vente de coupe de Dimpam, attribuée à SOCAMER et en cours d'exploitation.

Selon des informations de source locale, l'exploitation avait largement débordé les limites d'attribution de coupe. Une courte visite sur place a confirmé ces faits. L'exploitation est typiquement minière : exploitation très intense (très large ouverture du couvert) et désordonnée (nombreuses grumes d'essences secondaires coupées et abandonnées), dégâts au sol (exploitation avec des engins lourds sur sols détremés).

Socamer sous-traiterait (apparemment sans accord du Minef) avec des ressortissants libanais qui revendraient ces grumes à une firme exportatrice camerounaise. Aucune grume ne serait transformée par l'industrie locale.

Selon des informations obtenues de diverses sources, ce type d'exploitation minière anarchique serait loin d'être exceptionnel.

4.2.2. *Les conventions d'exploitation*

La société R. PALLISCO exploite les forêts au nord du Dja depuis environ vingt ans. Son chantier d'exploitation est situé à Eboumetoum où les grumes sont stockées, avant leur transport par route vers Douala, ou transformées dans les ateliers locaux (scierie, raboterie, sécherie). Environ 70 % des billes sont sciées sur place. Tout (grumes et sciages) est pratiquement exporté vers les pays du Marché Commun (Espagne, Portugal, Italie, France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Grande-Bretagne). Les grumes de moabi sont réservées aux usines Pasquier (France), propriétaires de PALLISCO.

L'exploitation est du type extensif classique. Elle est concentrée sur un petit nombre d'espèces : moabi (*Baillonella toxisperma*), ayous (*Triplochiton scleroxylon*), sipo (*Entandrophragma utile*), sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), doussié (*Afzelia africana*) et movingui (*Distemonanthus benthamianus*).

Pallisco est le premier exportateur de moabi du Cameroun. Le moabi représente, en moyenne, environ 25 % de la production totale de Pallisco; tandis qu'au niveau national, il représente plus ou moins 3 % de la production totale exportée.

L'exploitation, qui prélève moins de un pied par hectare ($6\text{m}^3/\text{ha}$ en moyenne), est concentrée sur deux sites (voir figures 2 et 3) :

- Licence 1818, soit 74.000 ha au nord de la Réserve de faune du Dja (voir carte). Licence de 5 ans débutant en 1992. La dernière coupe (29 coupes au total) sera achevée courant 1995.
- Licence 1803, soit environ 50.000 ha à l'est de Bedoumo (route Lomié - Abong Mbang). Licence acquise par un citoyen camerounais qui sous-traite à Pallisco (gré à gré).

Pallisco dispose encore d'un matériel sur coupe correspondant à environ 18 à 20 mois de travail pour l'atelier de Eboumetoum.

D'ici là, Pallisco devra décider de son avenir. Trois solutions peuvent être envisagées :

- cessation des activités;
- obtention d'une concession à l'est de Lomié, en secteur non encore exploité, transfert de la scierie sur la nouvelle concession (au-delà de 100-150 km, le transport de grumes, de la coupe vers la scierie, devient trop onéreux) et maintien du type d'exploitation actuel;
- maintien de la scierie à Eboumetoum et modifications techniques en vue d'élargir la gamme de sciages (essences secondaires).

Dans les deux derniers cas, la nouvelle législation permettrait d'obtenir une concession de 200.000 ha maximum pour une durée de 15 ans renouvelable.

4.2.3. *Les relations avec les communautés villageoises*

Les autorités administratives (Sous-Préfet à Messamena) et forestières (Chefs de poste à Messamena), les exploitants forestiers (Pallisco) et la mission d'Essiengbot sont unanimes pour dire que les communautés villageoises sont de plus en plus réticentes vis-à-vis de l'exploitation forestière commerciale, telle qu'elle est pratiquée actuellement.

SOCAMER (Dimpam) et PALLISCO (Eboumetoum et licence 1803 à Bedoumo) ont dû faire face à des protestations locales qui ont pris diverses formes : blocage des engins, menaces vis-à-vis des prospecteurs, grèves, exigences de dédommagement. Les autorités civiles (préfecture) et militaires (gendarmerie) ont dû intervenir à quelques reprises, vigoureusement dans certains cas.

Dans la région de Lomié, des pétitions ont été adressées au Préfet par la population, protestant contre l'exploitation forestière (Schneemann, 1994).

Les raisons invoquées pour expliquer ces protestations des communautés rurales varient d'un interlocuteur à l'autre :

- recherche de ressources financières en période de crise;
- agitation fomentée par des personnes de l'extérieur;
- vogue des mouvements écologiques;
- volonté des communautés villageoises de protéger leur terroir contre des agressions extérieures.

Il est probable que ces diverses raisons entrent en jeu à des degrés divers et à des moments différents.

4.2.4. *Vers une expérience de gestion de forêt de production ?*

Le cas de la Pallisco est bien représentatif de la situation difficile de sociétés forestières sérieuses, compétentes et expérimentées mais qui se trouvent face à une situation difficile : l'exploitation extensive de bois précieux va faire place à une exploitation plus intensive d'une gamme plus large d'essences qui devront, sous peu, être transformées sur place.

Par ailleurs, le marché européen du bois exotique subit des pressions diverses :

- forte baisse des arrivages des bois d'Asie du sud-est (le méranti tend à disparaître du marché et son prix est devenu très élevé);
- pressions diverses des mouvements écologiques contre l'utilisation des bois exotiques en Europe ou, dans le meilleur des cas, pour celle limitée aux bois provenant de massifs gérés d'une façon durable et soutenue (voir annexe 6);
- certaines innovations techniques permettent d'utiliser des bois (tempérés ou exotiques) de qualité moyenne à faible pour des usages où le bois exotique s'imposait (en Allemagne, le lamellé-collé abouté est devenu largement dominant pour la menuiserie extérieure).

Il est difficile, dans ces conditions, de prévoir l'avenir du marché du bois camerounais vers l'Union Européenne.

Toutefois, on peut raisonnablement esquisser l'évolution suivante :

- les pressions écologiques augmenteront et, d'ici une dizaine d'années, seuls les bois provenant de massifs forestiers gérés de façon durable et soutenue seront encore admis sur le marché européen (principal importateur des bois camerounais);
- la gamme des essences exportées s'élargira sensiblement, au profit des essences secondaires, mais l'exportation se fera sous forme de produits finis ou semi-finis, départ producteur (valeur ajoutée maximale, réduction des frais de transport).

Sur un plan plus sylvicole, il faut s'attendre à la mise en place progressive de techniques simples de gestion, payées et même exécutées par les exploitants sous la surveillance des services forestiers réhabilités. On connaît, en effet, la grande misère des services forestiers africains : manque de moyens matériels et financiers, formation technique insuffisante, relations difficiles avec les pouvoirs politiques ...

Au niveau du projet ECOFAC, il serait du plus haut intérêt, en vue d'assurer la protection future de la Réserve de faune du Dja de collaborer avec la Direction forestière (Minef) et un exploitant forestier (si possible Pallisco) en vue de mettre en place ce nouveau type de gestion à proximité immédiate de la boucle du Dja.

Cette expérience comprendrait les phases suivantes :

- inventaire forestier traditionnel (limité aux essences et aux diamètres commercialisables) complété par un inventaire statistique toutes essences (DB > 10 cm);
- étude de la régénération naturelle, y compris l'identification des facteurs écologiques qui la conditionnent;
- mise en place de parcelles d'essai pour l'étude de l'accroissement en volume (essences commercialisables surtout);
- étude des caractéristiques technologiques de certaines essences secondaires;
- étude des marchés et étude financière;
- mise en place de systèmes de lutte antibraconnage et d'utilisation rationnelle de la faune, tenant compte de la proximité de la Réserve de faune du Dja.

Le problème particulier du moabi sera également abordé :

- impact de l'écroulement actuel et passé sur les populations de moabi;
- mise au point de techniques de régénération (naturelle ou artificielle) du moabi;
- étude de solutions permettant d'optimiser la production financière (production de bois versus production d'huile).

Les objectifs visés seraient les suivants :

- mise au point, avec Pallisco, de techniques rentables d'exploitation et de transformation qui seraient également des outils de gestion (action sur la croissance et la régénération naturelle);
- élaboration, avec le Minef, d'un aménagement forestier garantissant une gestion durable et soutenue.

5. Conclusions

Le programme ECOFAC Cameroun accumule une série d'expériences dans les communautés villageoises de la boucle du Dja qui devraient apporter de précieux renseignements pratiques sur la gestion durable et soutenue des ressources forestières des terroirs villageois. Il serait du plus haut intérêt que cette expérience soit poursuivie et élargie au niveau des forêts communautaires proches de la Réserve de faune du Dja.

De même, il serait fondamental de collaborer à la mise au point de nouvelles techniques de gestion des forêts productives du domaine forestier permanent et une collaboration avec la Direction forestière du Minef et un exploitant forestier (Pallisco) pourrait s'avérer très bénéfique pour l'avenir, non seulement de la Réserve de faune du Dja, mais aussi des populations de l'arrondissement de Messamena.

La carte annexée (figure 1) donne des indications préalables sur les limites potentielles d'un projet centré sur les deux aspects de la gestion forestière (forêts communautaires et forêts de production).

En effet, il nous paraît préférable de ne pas séparer ces deux aspects vu leurs symbioses potentielles : utilisation des chutes de Pallisco pour la scierie d'Essiengbot, fabrication de charbon de bois, lutte antibraconnage (gros gibier), extraction de l'huile de moabi sur des arbres réservés en zone de forêt productive, etc.

Les contacts, à divers niveaux avec la Direction forestière du Minef, m'ont convaincu que ce type de projet pourrait retenir l'attention des autorités camerounaises. Des contacts ultérieurs avec les communautés villageoises (Dimpam et les villages voisins) et l'exploitant (Pallisco) concernés devraient s'effectuer dans un autre cadre.

Ce projet pilote, d'utilisation rationnelle des ressources forestières, pourrait être réalisé :

- soit comme extension de la composante ECOFAC Cameroun lors de la 2ème phase;
- soit comme projet indépendant, bien qu'ayant des liens étroits avec ECOFAC Cameroun.

Si cette dernière solution était adoptée, nous proposerions de financer ce projet pilote par le Fonds pour la Forêt tropicale ce qui permettrait une plus grande rapidité et une plus grande souplesse d'exécution notamment par l'allégement des procédures administratives.

W. DELVINGT

Références bibliographiques

- DEBROUX L. et DETHIER M. (1993). Valorisation des produits secondaires de la forêt dense humide tropicale (Réserve de faune du Dja). Trav. de fin d'études, Fac. Sc. Ag. Gx, 170 p.
- FAO (1991). Annuaire FAO des produits forestiers 1978-1989. *Collection FAO : Forêts* n° 24, Rome, 336 p.
- FAO (1993). Annuaire FAO des produits forestiers 1991. Rome, 47 p.
- MINEF (1993). La politique forestière du Cameroun. *Document de politique générale*, Yaoundé, 34 p.
- SCHNEEMANN J. (1994). Etude sur l'utilisation de l'arbre moabi dans l'est Cameroun. Ed. S.N.V. n° 5, Yaoundé, 44 p.
- SINGH K.D. (1993). L'évaluation des ressources forestières tropicales en 1990. *Unasylva* 44 : 10-19.

ECOFAC CAMEROUN

Conservation et utilisation
rationnelle des écosystèmes
forestiers en Afrique centrale

Programme financé par la
Commission des Communautés
Européennes

Composante Cameroun
Réserve de faune du Dja

Annexe 1

Termes de référence

Foresterie

Durée de la mission : 21 jours

Lieu : zone périphérique du Dja

Contexte général :

L'évolution de l'exploitation forestière dans la périphérie de la réserve influencera profondément l'activité humaine dans la réserve et par conséquent sa gestion.

Objectifs généraux :

L'expert devra analyser la situation de l'exploitation forestière dans la périphérie du Dja et proposer des projets permettant une exploitation à long terme des ressources forestières et une meilleure intégration de cette industrie en milieu rural.

Dans le même ordre d'idée, l'expert analysera le problème de la gestion des forêts communautaires prévue dans la nouvelle loi forestière.

Objectifs particuliers :

Avec les exploitants, l'expert devra analyser le problème de la régénération des forêts exploitées et leur politique d'exploitation à long terme;

Rechercher des solutions au problème de la dévalorisation des ressources faunistiques et du braconnage en zone périphérique;

Evaluer les blocages et les conflits entre les populations et les sociétés;

Rechercher le rôle que pourrait jouer le villageois dans la régénération des forêts;

Rechercher, à travers des petites entreprises locales, à valoriser les déchets et sous-produits de l'exploitation;

Pour les forêts communautaires, après étude, l'expert proposera des projets pilotes d'utilisation rationnelle des ressources.

Annexe 2

Déroulement de la mission (du 25/09 au 10/10/94)

25/09 : Arrivée Yaoundé

26/09 : Planning avec MM MENGANG (Minef) et FROMENT (AGRECO)
Visite à la Délégation CCE (Mr P. DESCAMPS)

27/09 : Somalomo
Discussions avec Mme et MM JOARIS, FROMENT et SEME

28/09 : Ekom
Discussions avec MM COLIN et DETHIER

29/09 : Ekom
Visite de lignes de pièges dans le terroir forestier d'Ekom
Discussions avec MM COLIN, DETHIER et FROMENT en vue
d'améliorer la méthodologie utilisée dans l'étude de la chasse
traditionnelle
Discussions avec le groupement de jeunes d'Ekom (Ajek)
Diner offert par le Chef du village d'Ekom (chef de groupement)

30/09 : Somalomo
Discussions avec Mr BOUYOGUENO, conservateur de la Réserve du
Dja

01/10 : Somalomo
Discussions avec Mr DEWACHTER (systèmes de cultures à Ekom),
Mme et MM JOARIS, FROMENT et BERTIN (chasse et forêt
communautaire) et SEME (planning)

02/10 : Voir 01/10

03/10 : Somalomo

Mission d'Essiengbot (Père OLOUA)

Forestiers à Messamena (Chefs de postes Messieurs R. GABA et D. GUATIO)

Sous-Préfet à Messamena (N. NGWEN Hama Ambroise)

04/10 : Somalomo

Pallisco : MM BURGAUD et PAJOT

Visite de la coupe SOCAMER à Dimpam (2.500 ha)

05/10 : Yaoundé

06/10 : Mr FOTEU (Sous-Directeur, Service Etudes et Planification, Minef)

Mr LEPROHON (Projet appui institutionnel forestier, Coopération canado-camerounaise)

Discussions avec les chercheurs de Mekas (chasse traditionnelle)

07/10 : Mme DONNERS (Ambassade des Pays-Bas) : projet UICN à Lomié

08/10 : Discussions avec MM FROMENT et SEME

09/10 : Voir 08/10

10/10 : Départ vers Bruxelles

Produits forestiers du Cameroun (FAO, 1991)

	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89
1. Grumes sciage + placage												
production (1.000 m ³)	1 603	1 627	1 613	1 700	1 707	1 776	1 923	2 093	2 088	2 091	1 969	1 969
exportation (1.000 m ³)	654	843	743	444	448	391	496	746	411	442	538	457
exportation (1.000 \$)	78 516	101 208	113 873	55 518	45 811	34 431	33 347	64 300	37 000	47 663	74 611	71 783
2. Panneaux à base de bois												
production (1.000 m ³)	75	73	73	68	70	80	95	99	102	89	71	80
exportation (1.000 m ³)	25	33	28	41	31	36	36	37	18	16	22	16
exportation (1.000 \$)	10 642	17 759	19 382	17 831	14 947	13 875	12 976	14 301	11 507	11 229	16 284	11 100
3. Sciage + traverse												
production (1.000 m ³)	520	416	410	468	468	426	637	650	650	650	653	653
exportation (1.000 m ³)	129	138	163	107	106	70	91	129	70	63	93	66
exportation (1.000 \$)	19 305	25 616	34 373	20 499	15 938	9 827	13 732	19 100	11 536	14 870	21 778	17 000
Total des exportations												
(1 + 2 + 3)	108 463	144 583	167 628	93 848	76 696	58 143	60 055	97 701	60 043	73 762	112 673	99 933
(1.000 \$)												

Annexe 4

Loi et décret

A. Loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de faune et de la pêche

Section II

Des forêts communautaires

Article 37 :

(1) L'administration chargée des forêts doit aux fins de la prise en charge de la gestion des ressources forestières par les communautés villageoises qui en manifestent l'intérêt, leur accorder une assistance. Une convention est alors signée entre les deux parties.

L'assistance technique ainsi apportée aux communautés villageoises doit être gratuite.

(2) Les forêts communautaires sont dotées d'un plan simple de gestion approuvé par l'administration chargée des forêts.

Ce plan est établi à la diligence des intéressés selon les modalités fixées par décret.

Toute activité dans une forêt communautaire doit, dans tous les cas, se conformer à son plan de gestion.

(3) Les produits forestiers de toute nature résultant de l'exploitation des forêts communautaires appartiennent entièrement aux communautés villageoises concernées.

(4) Les communautés villageoises jouissent d'un droit de préemption en cas d'aliénation des produits naturels compris dans leurs forêts.

Article 38 :

(1) Les conventions de gestion prévues à l'article 37 ci-dessus prévoient notamment la désignation des bénéficiaires, les limites de la forêt qui leur est affectée et les prescriptions particulières d'aménagement des peuplements forestiers et/ou de la faune élaborées à la diligence desdites communautés.

(2) La mise en application des conventions de gestion des forêts communautaires relève des communautés concernées, sous le contrôle technique des administrations chargées des forêts et, selon le cas, de la faune.

En cas de violation de la présente loi ou des clauses particulières de ces conventions, les administrations précitées peuvent exécuter d'office, aux frais de la communauté concernée, les travaux nécessaires ou résilier la convention sans que ceci touche au droit d'usage des populations.

B. Décret n°94/436 du 23 août 1994 fixant les modalités d'application du régime des forêts

Section II

Des forêts communautaires

Article 27 :

(1) Dans le cadre de la définition et du suivi de l'exécution de conventions de gestion des forêts communautaires, l'Administration chargée des forêts apporte aux communautés concernées une assistance technique gratuite conformément à la législation en vigueur.

(2) Les forêts pouvant faire l'objet d'une convention de gestion de forêt communautaire sont celles situées à la périphérie ou à proximité d'une ou de plusieurs communautés et dans lesquelles leurs populations exercent leurs activités.

(3) Toute forêt susceptible d'être érigée en forêt communautaire est attribuée en priorité à la communauté riveraine la plus proche.

Lorsqu'une forêt est limitrophe de plusieurs communautés, elle peut faire l'objet d'une convention de gestion collective.

La convention de gestion est signée de la manière suivante :

- a) par le Préfet territorialement compétent lorsque la forêt concernée est dans le ressort du département;
- b) par le Gouverneur territorialement compétent lorsque la forêt concernée chevauche deux départements de la province;
- c) par le Ministre chargé des forêts lorsque la forêt concernée chevauche deux provinces.

(4) Toute forêt communautaire doit répondre aux caractéristiques de surface suivantes :

- a) en zone forestière, la superficie doit être au plus égale à 5.000 hectares;
- b) en zone de savane, la superficie doit être au plus égale à 250 hectares.

Dans l'un ou l'autre cas, la zone concernée doit être libre de tout titre d'exploitation forestière.

Article 28 :

(1) Toute communauté désirant gérer une forêt communautaire doit tenir une réunion de concertation réunissant l'ensemble des composantes de la communauté concernée, afin de désigner le responsable de la gestion et de définir les objectifs et les limites de ladite forêt.

Cette réunion est supervisée par l'autorité administrative locale, assistée des responsables techniques locaux concernés.

(2) Le procès-verbal de ladite réunion est signé séance tenante par l'ensemble des participants.

Article 29 :

(1) La demande d'attribution d'une forêt communautaire est constituée des éléments suivants :

- le plan de situation de la forêt sollicitée;
- les objectifs assignés à la forêt sollicitée;
- la dénomination de la communauté, ainsi que le nom et l'adresse du responsable désigné;
- les pièces justificatives portant organisation de la communauté concernée;
- la description des activités précédemment menées dans le périmètre de la forêt sollicitée;
- le curriculum vitae du responsable des opérations forestières;
- le procès-verbal de la réunion prévue à l'article 28 ci-dessus.

(2) La demande d'attribution d'une forêt communautaire est déposée auprès du responsable local de l'Administration chargée des forêts qui la soumet avec avis motivé à l'autorité administrative compétente pour décision, conformément à l'article 27 ci-dessus.

En cas de décision favorable, le responsable local de l'Administration chargée des forêts assiste la communauté dans l'élaboration du plan simple de la forêt concernée. Les travaux préparatoires à l'élaboration du plan simple de gestion, notamment les inventaires, sont à charge de la communauté concernée.

En cas de décision défavorable, l'autorité administrative compétente retourne le dossier à la communauté concernée en précisant les motifs du rejet.

Article 30 :

(1) Le responsable local de l'Administration chargée des forêts transmet le plan simple de gestion, signé du responsable désigné de la communauté, à l'autorité administrative compétente accompagné d'un projet de convention de gestion de ladite forêt, pour signature.

(2) La convention de gestion prend effet à compter de la date de notification de ladite convention par le représentant local du Ministre chargé des forêts à la communauté concernée.

(3) La convention de gestion d'une forêt communautaire a la même durée que celle du plan simple de gestion de la forêt concernée. Elle est révisée au moins une fois tous les deux (2) ans.

Elle est renouvelable au terme de sa durée de validité lorsque la communauté a respecté les engagements souscrits.

Article 31 :

(1) Les opérations prévues au plan simple de gestion, exécutées par la communauté concernée sont contrôlées par les services locaux de l'Administration chargée des forêts. Ceux-ci peuvent suspendre à tout moment l'exécution de toute activité dans la forêt concernée en cas de non respect par la communauté des prescriptions du plan simple de gestion, conformément aux dispositions prévues par la convention de gestion.

(2) Un arrêté du Ministre chargé des forêts fixe le modèle d'une convention de gestion des forêts communautaires.

Article 32 :

(1) Les conditions d'exercice des droits d'usage dans une forêt communautaire notamment le pacage, le ramassage du bois mort, la chasse et/ou la pêche doivent être conformes aux prescriptions du plan simple de gestion de cette forêt.

(2) La surveillance dans une forêt communautaire incombe à la communauté concernée selon les modalités qu'elle fixe. Elle en informe l'Administration chargée des forêts.

(3) En cas d'infractions aux règles de gestion d'une forêt communautaire, la mise en oeuvre de l'action publique à l'encontre des auteurs de ces infractions relève de l'Administration chargée des forêts saisie à cet effet par le responsable de la communauté concernée.

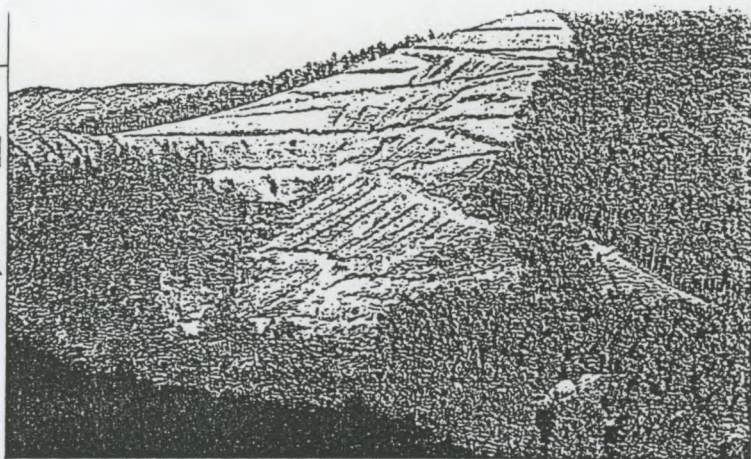
Annexe 5

Ventes de coupe au nord de la Réserve de faune du Dja

Toutes les coupes ont une superficie de 2.500 ha. L'exploitation doit se faire en un an mais l'autorisation d'exploiter est renouvelable.

Lieu	Début d'exploitation	Exploitant	Remarques
Ndjibôt	juin 94	SCIEB	arrêt provisoire au 20/09/94
Massièl	novembre 94	SCIEB	
Komba	?	SCIEB	2ème renouvellement
Makak	?	SFCS	partenaire libanais a abandonné l'exploitation (exploitée à 1/2)
Londjap	août 93	SOCAMER	achevée août 93
Dimpam	mars 94	SOCAMER	en cours
Matol	novembre 94	RO'S Trade Industry Serv. Int.	
Mgam	décembre 93	Ets Medou et Fils	arrêtée août 94 renouvellement attendu

IMPORTER LA DÉFORESTATION?



Forêts boréales, tempérées et tropicales, toutes sont dans le collimateur du WWF

Le WWF lance une campagne pour une bonne gestion des forêts

"Touchons du bois" dit-on pour conjurer le mauvais sort. Mais que faire quand le mauvais sort à conjurer est justement celui du bois ou des forêts? Certains pensent avoir trouvé la solution en refusant de toucher du bois. Boycottez le bois, disent-ils, n'en achetez plus, vous sauverez la forêt. Leur collimateur est bien sûr braqué sur la forêt tropicale, celle que l'on dit disparaître à raison de plusieurs terrains de football à la minute. Pour eux, importer du bois tropical revient à importer la déforestation.

LES ENJEUX

L'exploitation du bois à des fins commerciales n'endosse pourtant qu'une très faible part de responsabilité dans le problème global de la déforestation. L'agriculture intensive, l'élevage industriel, l'implantation de monocultures, exacerbées par une pression démographique galopante et une dette de plus en plus encombrante, sont des pratiques bien plus préoccupantes. La moitié des terres ainsi transformées ne sont utilisées que temporairement. Le sol, trop pauvre, est ensuite abandonné, mais la forêt ne parvient très rarement à y reprendre ses droits.

Pour mettre un frein à la déforestation, l'enjeu est donc double. Tout d'abord, valoriser la forêt sur pied pour la rendre plus précieuse que tout autre type d'affectation du sol caressé à son tour. Une mise à l'index de leur bois convaincrerait les pays en voie de développement de l'inutilité de leurs forêts. Ils n'auraient alors aucun regret à les défricher pour faire place à l'agriculture ou à les inonder par des barrages. Le deuxième enjeu porte sur les terrains déjà défrichés, améliorer les pratiques agricoles et les rendre plus durables.

FAIRE FEU DE TOUS BOIS?

Comment y parvenir? Pour le WWF, le boycott du bois tropical, solution

souvent proposée, n'est pas à recommander. Au risque de schématiser, de caricaturer, imaginons un boycott massif. L'offre en bois tropical, c'est le but recherché, va diminuer sensiblement. Il faudra prévoir des produits de substitution, comme du bois provenant de forêts tempérées ou d'autres matériaux, issus de la technologie, comme le PVC par exemple. D'un point de vue environnemental, ces derniers ne sont bien sûr pas à encourager. Quant au bois tempéré, maints exemples montrent que la gestion des forêts dont ils proviennent n'est pas nécessairement plus écologique. Pensons aux vastes coupes à blanc des forêts canadiennes, à l'abattage de vieilles forêts primaires en Europe de l'Est et du Nord, aux plantations trop homogènes de nos régions, n'ayant de forêt que le nom et ressemblant d'avantage à des champs d'arbres.

Une autre solution serait-elle alors de boycotter tout bois qui ne provienne pas d'une forêt bien gérée, quelle que soit sa localisation géographique? Mais, de par le monde, la fraction de forêts estimées bien gérées est bien minime. Cette solution ferait donc la part belle aux matériaux issus de la technologie, seule alternative possible, et n'encouragerait nullement cette fraction à grossir.

POUR GONFLER LA FRACTION

Aussi, le WWF a choisi une troisième solution: encourager cette petite fraction à devenir grande. Au niveau international,

le WWF veut miser sur une attitude positive vis-à-vis du commerce du bois provenant de forêts bien gérées, qu'elles soient tropicales, tempérées ou boréales. En Belgique, le WWF-Belgium lance une campagne en ce sens. Durant de longs mois, des représentants de différents secteurs du bois et de la forêt actifs dans notre pays, ont été invités à réfléchir ensemble à la meilleure manière de sensibiliser le public belge à ce problème. Producteurs privés et publics, importateurs, représentants des secteurs de la distribution et de la transformation du bois, scientifiques, naturalistes se sont retrouvés autour de la même table pour construire cette campagne. Celle-ci fonctionnera en deux temps. Pour pouvoir assurer que tel ou tel type de bois provient d'une forêt bien gérée, il faut tout d'abord pouvoir déterminer avec précision et sûreté l'origine des bois exposés chez les détaillants. La première démarche est donc de mettre en place des processus de suivi du bois tout au long de sa filière, de la forêt au détaillant. Dans un deuxième temps, il s'agira ensuite d'être à même de certifier au consommateur que tel ou tel bois provient d'une forêt effectivement bien gérée.

MAIS QUE VEUT DIRE "BIEN GÉRÉ"?

Sans une définition unanimement reconnue, au niveau international et par tous les secteurs concernés, aucune certification, aucun label n'est crédible. Aujourd'hui, une telle définition existe. Elle est le fruit du travail d'une nouvelle ONG, le Forest Stewardship Council (Conseil de bonne gestion forestière), institutionnalisée en octobre 93 et innovation prometteuse, basée sur un conseil tripartite composé de défenseurs des intérêts économiques, sociaux et écologiques. Au terme de longues concertations menées sous tous azimuts, elle a émis neuf principes et critères auxquels

une forêt bien gérée doit répondre. En bref, ils décrivent une bonne exploitation forestière comme étant économiquement viable, bénéfique sur le plan social et respectueuse du fonctionnement de l'écosystème. Très généraux, ils s'appliquent à toutes les régions du globe. Bien sûr, ils sont destinés à être traduits pour chaque type de forêt, selon sa situation géographique plus précise. Sous cette forme, ils pourront alors servir de grille d'analyse sur le terrain. En effet, les propriétaires ou concessionnaires forestiers qui le désirent pourront demander à un organisme local, accrédité par le FSC, de certifier que leur forêt est bien gérée. Si leur forêt ou leur concession satisfait à cet examen, son bois recevra alors un label qui le suivra tout au long de la filière, jusqu'au détaillant.

Depuis la naissance officielle du FSC en octobre 93, des experts travaillent dans leurs pays respectifs pour étudier la possibilité d'y implanter une certification de type FSC. Ces études nécessitent à nouveau de larges concertations tant avec les producteurs de bois qu'avec les acteurs de sa distribution. Acceptent-ils

l'idée d'une telle certification? A qui, ou à quel organisme, confier le contrôle de terrain et la certification proprement dite? Comment traduire les neufs grands principes et critères très généraux du FSC à la situation locale ou régionale? Souvent initiées par le WWF, dans certains pays, comme l'Autriche, ces études ont parfois reçu le soutien du gouvernement. En Belgique aussi, un consultant, chargé par le WWF, vient de démarrer une telle étude de faisabilité.

CELA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS

En Belgique, le WWF lance une dynamique au départ des consommateurs. Dans un premier temps, d'ici janvier '95, ils sont invités à prier leur détaillant de leur proposer du bois d'œuvre d'origine connue. C'est la première phase de la campagne. Celle qui doit permettre la mise en place des processus capables de suivre le bois depuis sa forêt jusqu'au détaillant. Celle à laquelle la Fédération Belge des Importateurs de Bois et la Fédération Nationale des Négociants en Bois s'associent plus particulièrement en

informant ses membres et en les encourageant à participer à cette dynamique. Ensuite, dans un deuxième temps, dès 1997, les consommateurs devraient pouvoir trouver en rayon du bois provenant de forêt certifiées bien gérées. A cette deuxième phase de la campagne s'associent déjà les administrations forestières des régions flamande et wallonne désireuses de voir leurs forêts satisfaire à cette certification.

Les détaillants acceptant ce défi seront regroupés au sein d'un "club" qui sera toujours associé à la communication faite autour de cette campagne. L'idée est bien sûr de toucher toute la filière du bois en amont d'eux. Petit à petit, des producteurs, aux détaillants en passant par les importateurs, la dynamique se met en place. Mais le moteur de ce mouvement reste le consommateur. Le client est roi dit-on. C'est en son choix que réside son pouvoir. En exigeant et en choisissant, malgré son coût plus élevé, un bois provenant de forêts certifiées bien gérées, il peut donner le coup de pouce qui aidera la petite fraction à devenir grande.

PRESERVER LE BOIS? PRESERVATION DU BOIS HICKSON!

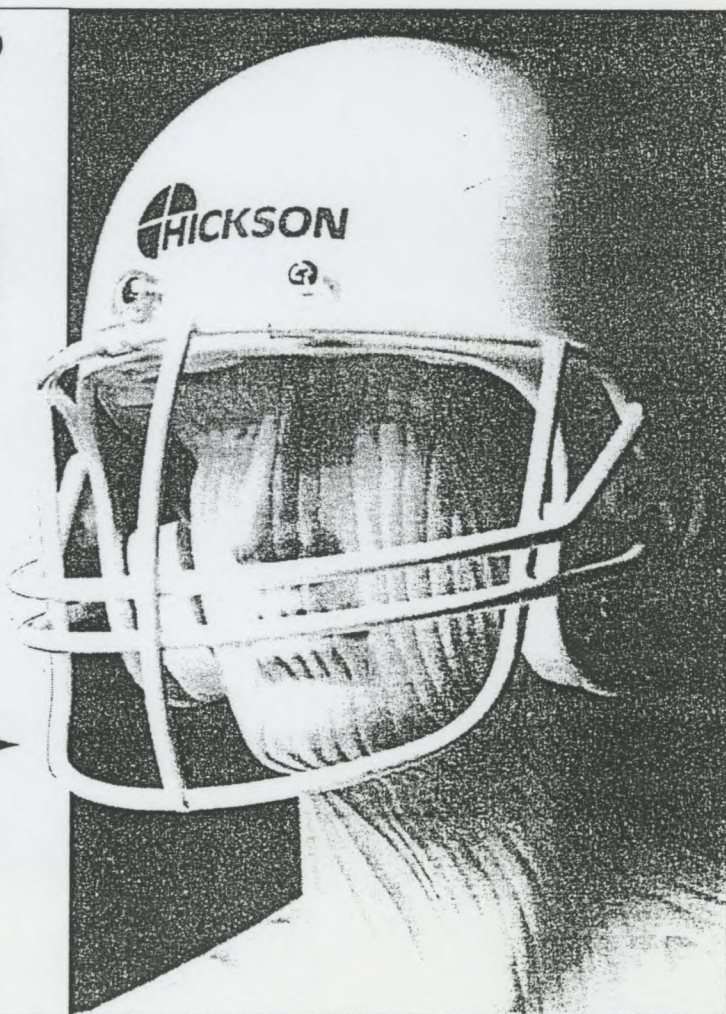
Hickson livre aux stations d'imprégnation les produits d'imprégnation qui garantissent la préservation durable du bois traité. Le traitement se passe par le système sous vide/sous pression suivi par une fixation contrôlée. Prière de nous contracter si vous souhaitez de plus amples informations.



Hickson Garant
EXPERTS EN IMPREGNATION DES BOIS



Coupure Rechts 182 9000 Gent
Tél.: 09/224 10 71
Fax: 09/233 53 43



par Ir. G. Lejeune, asbl BOIS

POURQUOI UNE COLLABORATION AVEC LE WWF?



Miser sur la diversité des forêts, sur leur multifonctionnalité.

Le pour et le contre d'un label écologique pour le bois

Parfois, les choses prennent une tournure imprévue...

Le bois est un matériau renouvelable. Produire du bois ne pollue pas, que du contraire.

Gérées selon des méthodes appropriées, les forêts productrices de bois ont une grande valeur écologique. La transformation du bois ne nécessite, comparée à celle d'autres matériaux, que très peu d'énergie. A la fin de son cycle de vie, lorsqu'il n'est plus possible de le recycler ou de le récupérer, le produit bois peut être brûlé, pour produire de l'énergie, sans pour autant perturber l'équilibre de CO₂.

sont là des faits bien connus, que personne ne mettra en doute. Dès lors, professionnels du bois ne comprennent pas pourquoi précisément "ce" matériau, sans pareil quant aux atouts écologiques, est ciblé par les mouvements écologiques.

QUELQUES FISSURES

Un bel édifice présente cependant quelques fissures.

En effet, le bois est un matériau écologique, mais il n'empêche qu'il existe des exemples de production irrationnelle de bois. Ainsi, les forêts productrices de bois sont gérées sans ménagement, ce qui cause parfois des dégâts considérables. Bien des professionnels font des efforts importants pour améliorer des situations, ce qui n'est pas toujours simple. Si nous voulons jouer pleinement "environnement" dans le cadre de la promotion du bois, il nous faudra

poursuivre les efforts pour nous mettre à l'abri de tout reproche. Que certains arguments ne souffrent aucune rigueur scientifique, que le rôle de la récolte de bois dans la disparition des forêts est fortement exagéré, que les exemples négatifs sont ressassés, sont, en fait, devenus des supports classés à la rubrique "piment". Tout le monde sait qu'une catastrophe est plus médiatique qu'une image d'Epinal, et qu'il en sera toujours ainsi. Ce qui compte, c'est d'expliquer clairement aux médias en quoi consiste la production de bois et de veiller à ce que le secteur ne soit pas impliqué dans des catastrophes environnementales. Le fait que les écologistes accordent tant d'attention à la récolte de bois peut également avoir une autre cause. La forêt, qui produit e.a. du bois, est ressentie comme la nature primitive. L'homme semble aspirer à cette sensation, comme en témoigne l'importance de la forêt pour la récréation. On comprendra dès lors que les activités économiques que constituent en fait la sylviculture et l'exploitation forestière fassent parfois l'objet de réactions émotionnelles et que l'on pose au secteur forestier des exigences plus élevées qu'à d'autres secteurs économiques. Pourtant, cet aspect émotionnel, que le secteur perçoit parfois comme étant négatif, a ses avantages: le bois nous émeut, ce qui peut être renforcé par un marketing bien dirigé.

LE BOIS COMME SUPPORT D'UNE SOCIÉTÉ PLUS DURABLE

On parle beaucoup ces temps-ci de développement durable, d'une société plus durable, de sylviculture durable. En fait, c'est notre mode de vie qu'il faut changer, afin que les générations futures puissent elles aussi bénéficier des richesses de la planète. Tous les

spécialistes en la matière affirment que le point cardinal est un problème d'énergie (voir également Le Courrier du Bois 92 "Les mérites écologiques du bois", par l'ir. H. Beeckman). Si l'on veut une société durable, il faudra trouver un équilibre entre la quantité d'énergie qui nous est fournie par le soleil et celle que nous consommons. C'est précisément lorsqu'il est question d'énergie que le bois devient vraiment intéressant: en Occident, la sylviculture est à peu près la seule activité économique qui puisse présenter une balance énergétique positive, même le secteur agricole n'en est plus capable. Si l'on désire évoluer vers une société durable, le bois assumera nécessairement un rôle plus important.

A CHACUN SA VÉRITÉ

La situation est nette: d'une part les écologistes qui proclament qu'à certains endroits la forêt est sérieusement endommagée par la récolte de bois, d'autre part le secteur bois qui prétend que le bois est le matériau le plus écologique au monde. Ce dialogue de sourds n'a aucun sens. Il est important que le secteur du bois prenne conscience du fait que la situation actuelle n'est pas des meilleures. Nombreux sont ceux qui pensent que l'utilisation de bois (tropicaux) est néfaste pour l'environnement. Il est absolument primordial d'infléchir cette attitude: le respect de l'environnement implique précisément l'utilisation du bois.

COLLABORATION AVEC LE WWF

Avant de pouvoir adopter le concept environnement = bois, il faudra d'abord convaincre les consommateurs qu'en achetant du bois provenant d'une forêt gérée de façon durable, ils contribuent au développement d'une gestion sylvicole durable. Pour ce faire, il faut l'intervention

d'un tiers fiable. En Belgique, le WWF a fait appel aux fédérations de l'importation et du négoce de bois pour une collaboration poussée. Le but est de réaliser, grâce à cette collaboration, les changements nécessaires dans la filière bois. En offrant du bois de forêts à gestion durable, le consommateur, conscient des problèmes de l'environnement, optera automatiquement pour le bois. Au cours d'une étude préalable, le WWF a analysé les problèmes avec toutes les parties concernées et entreprend à présent une campagne dont les principales caractéristiques sont:

- l'absence de discrimination entre les bois tropicaux et les autres;

- la campagne part d'un point de vue positif: la préférence est accordée au bois provenant de forêts gérées de façon durable, il ne s'agit nullement d'un boycott;

- la participation est volontaire;

- le point de départ est le consommateur: du fait qu'il a la possibilité d'opter pour le bois récolté de façon durable, la situation devrait être influencée dans le sens positif;

- la campagne se déroule en différentes phases: la première phase devrait permettre au consommateur d'avoir une meilleure idée de la provenance du bois; dans la deuxième phase, il devrait pouvoir être démontré au moyen d'un système de certification que le bois provient de forêts certifiées bien gérées.

Cette campagne a donc tout pour atteindre le but auquel le secteur accorde une telle importance: que le bois soit considéré par tous comme le matériau le plus écologique.

L'ATTRIBUTION DE LABELS ÉCOLOGIQUES AU BOIS NE COMPORTE-T-ELLE PAS CERTAINS DANGERS ?

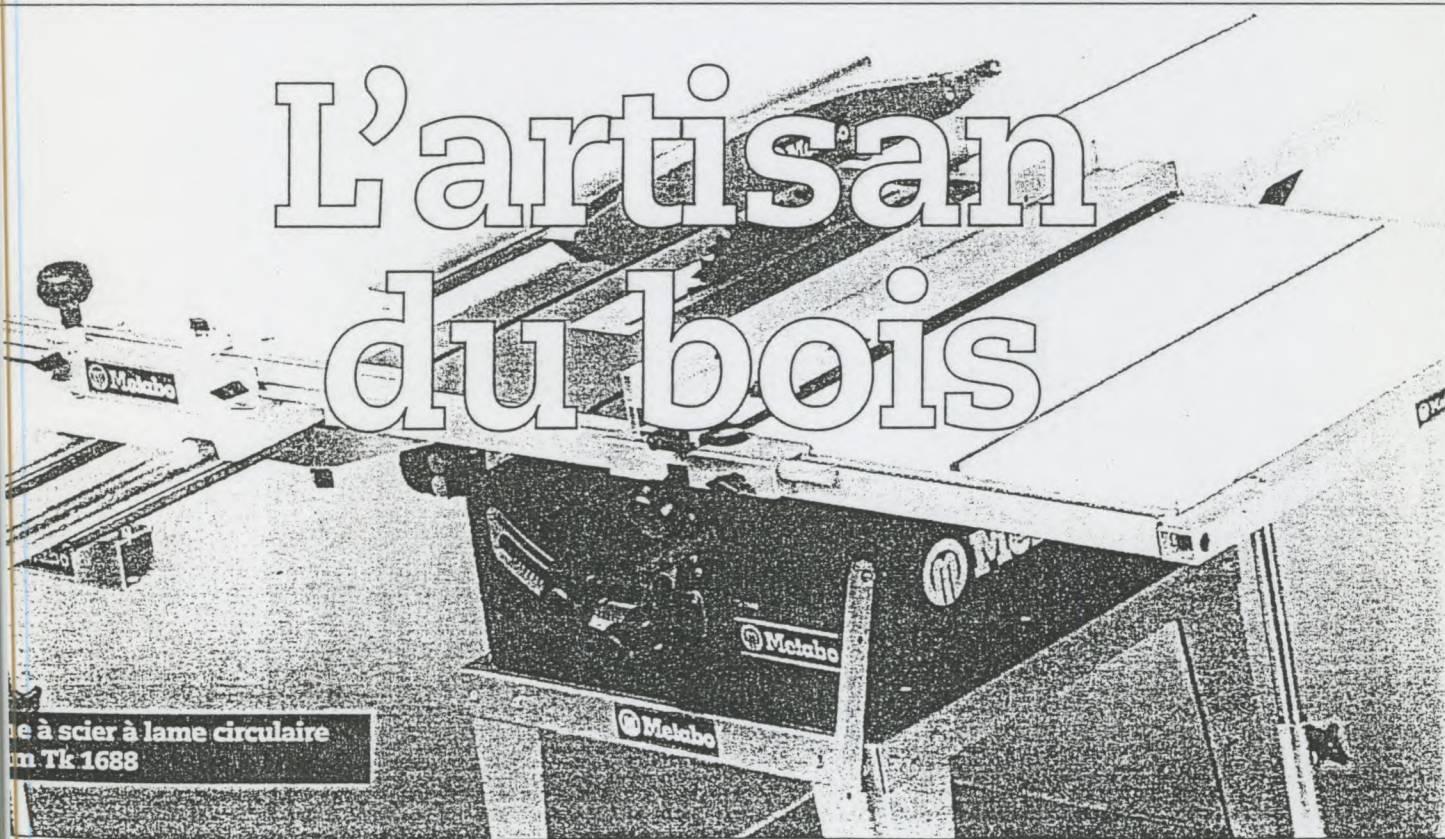
Certes, l'évaluation de la gestion d'une forêt est loin d'être simple. Il faut des critères clairs, pouvant être contrôlés de façon relativement rapide. Ces critères différeront nécessairement suivant le type de forêt, il n'empêche qu'ils doivent se situer au même niveau.

De plus, un système de traçage doit permettre de localiser l'origine du bois offert sur le marché. Tout cela n'est pas simple, les discussions à ce sujet

sont loin d'être clôturées. En effet, il n'est pas exclu que l'on en arrive à ce qui se passe lors de bon nombre de dégustations de vin, où la qualité du dégustateur est reflétée et non pas celle du vin. Le WWF collabore étroitement avec le Forest Stewardship Council, un organisme qui tente d'élaborer un système de certification des forêts au niveau mondial.

Cette certification est basée sur dix principes de base, devant engendrer des critères applicables au niveau local. Pour nous, Fédérations du bois, ce qui importe n'est pas tant de savoir qui s'occupe de la certification, mais qu'elle soit effectuée de façon sérieuse, par un organisme agréé au niveau international. Il faudrait arriver, le plus tôt possible, à une collaboration entre l'institution qui octroie les certificats et le service sylvicole du pays de production. Il est en effet impensable d'élaborer un tel organisme parallèle de grande envergure dans le seul but de contrôler la gestion sylvicole. Nous espérons que, grâce à une collaboration fructueuse, l'on enregistrera bientôt d'importants progrès sur le terrain, et ce dans l'intérêt de toute la filière bois.

L'artisan du bois



Scie à scier à lame circulaire
Modèle Tk 1688

Metabo

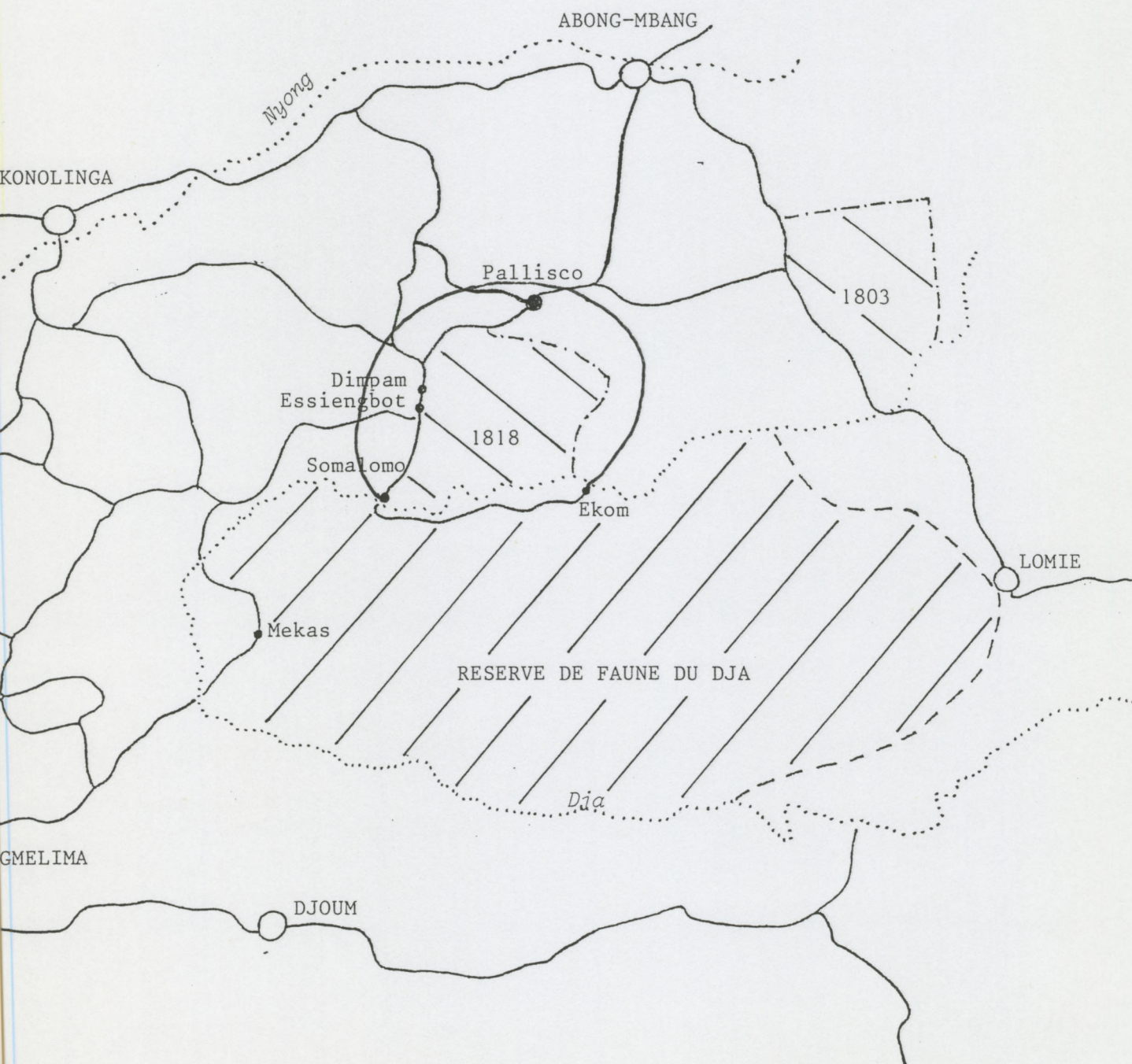
Doué pour durer

Plateau grande surface en fonte d'aluminium moulé sous pression et anodisé, lame inclinable jusqu'à 45° pour coupes biaisées, freinage de la lame par système électromécanique, protection thermique contre les surcharges, 2,6 kW, multiplicité d'emplois grâce à une large gamme d'accessoires. Uniquement en vente dans les magasins spécialisés. Ferunion, agent exclusif, Rue de l'Escaut 19-23, 1210 Bruxelles.

Figure 1 : Carte simplifiée de la Réserve de faune du Dja et de sa périphérie

Echelle : 0 10 20 30 km.

Nord



- Route principale
- Cours d'eau
- - - - - Limite de la Réserve
- .-.-.-.-.- Limite de concession
- Limite pour le futur projet

Figure 3 : Concession 1803 de la Pallisco (échelle 1 : 200.000)

